

Europe : approche historiographique.

« On ne peut qu'être frappé par la difficile émergence des études européennes dans la communauté historique alors qu'elles ont depuis longtemps conquis leurs lettres de noblesse chez les juristes, les politistes ou chez les économistes. Cette lente progression s'est doublée d'une conquête inachevée d'une autonomie par rapport à "l'école" des relations internationales, dans la lignée des travaux de Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, dont elles constituent toujours un versant. Ce retard est certainement imputable au problème de l'ouverture des archives qui a handicapé pendant longtemps la recherche historique, mais il ne peut s'expliquer seulement par ce phénomène, qui touche tous les secteurs de l'histoire du temps présent, et d'autres raisons doivent être convoquées. La conception idéalisée, quasi téléologique, de l'écriture historique qui a prévalu concernant l'intégration européenne porte peut-être une part de responsabilité, mais ne peut expliquer à la fois la difficile reconnaissance de ces questions européennes chez les universitaires français, et le désamour du public et du lectorat potentiel pour un domaine, qui selon les dires de nombre d'éditeurs, ne constitue pas un segment porteur. Du moins peut-on le constater lorsqu'il ne s'agit pas de question d'actualité, mais d'études européennes avec un amont historique.

L'institutionnalisation de ces questions européennes a connu bien des vicissitudes : l'inscription des thématiques européennes dans les cursus universitaires, au début des années 1960, s'est d'abord déroulée au sein de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), car elle n'était pas à l'époque envisageable dans une université française. Certes, il convient bien évidemment de le signaler, quelques historiens s'y intéressaient déjà, et bien sûr en premier lieu Jean-Baptiste Duroselle, qui fut le premier à entamer une réflexion sur l'unité européenne dès 1952, complétée par son ouvrage en 1965 sur *L'Idée d'Europe dans l'histoire*. Il convient de lui associer Pierre Gerbet, pionnier lui aussi de l'histoire des constructions européennes, qui bénéficia du soutien constant de Jean-Baptiste Duroselle dans ses initiatives. Pierre Gerbet a mis sur pied le premier cours de politique européenne, en 1964, à l'IEP. Existaient déjà à cette époque un cours de droit européen dispensé par le professeur Reuter et un d'économie européenne. Mais rien sur la politique d'unification européenne ! Ce cours, souhaité par le directeur de l'époque Jacques Chapsal et doublé d'un séminaire, attira et forma nombre d'étudiants venus des différentes sections et pas seulement des relations internationales. Dans les années 1970, les études étaient encore très parcellaires et orientées par les historiens des idées politiques vers une réflexion sur l'origine du mouvement européen et du mouvement fédéraliste. Cette tendance très en vogue chez les chercheurs italiens, souvent acquis aux idéaux fédéralistes, et chez certains chercheurs allemands (Walter Lipgens), aboutissait à un paysage de la recherche un peu émietté, même si les contacts étaient noués entre Français, Italiens et Allemands. Stimulés par l'ouverture progressive des archives et les réflexions (au premier rang desquelles celles d'Alan Milward) sur la dialectiques entre approches nationales, défense des intérêts nationaux et leur instrumentalisation dans une construction supranationale, les historiens se sont mis en ordre de marche. Au début des années 1980, les archives communautaires de la CECA venaient en effet d'être déposées à l'institut universitaire de Florence (IUF) et les archives nationales allaient tomber dans le domaine public.

Le grand tournant fut pris donc en janvier 1982, lorsqu'à l'initiative de la Commission européenne, se réunit à Luxembourg un grand colloque d'historiens sur l'Europe. La liste des invités était impressionnante : parmi les 80 participants les professeurs Duroselle, Gerbet, Girault, Kaspi, Poidevin, Roth, Vaïsse pour la France, Joseph Becker, Walter Lipgens pour l'Allemagne, Enrico Serra, Di Nolfo pour l'Italie, Alan Milward pour l'Angleterre, Gilbert Trausch pour le Luxembourg... C'est à la suite de cette réunion scientifique et dans la perspective de l'ouverture des archives pour le 30^{ème} anniversaire de la création de la CECA que se constitua le Groupe de liaison des historiens auprès des Communautés européennes. Composé de 12 membres fondateurs, ce groupe avait pour finalité de promouvoir la recherche sur l'histoire européenne et de mobiliser des jeunes chercheurs sur de nouvelles thématiques qui devaient faire l'objet de futurs grands colloques. Le groupe bénéficia du soutien actif du secrétaire général de la Commission, Emile Noël, et de la responsable de la Division de l'information universitaire et de la jeunesse, Jacqueline Lastenouse, qui fut à l'origine ensuite de la création des chaires Jean Monnet. Toute une série de grands colloques restés dans les mémoires historiennes a ponctué l'activité de ce groupe et balisé en quelque sorte de nombreuses pistes de la recherche. On peut ainsi citer *l'Histoire des débuts de la construction européenne (mars 1948-mars 1949)* organisé par Raymond Poidevin à Strasbourg en 1984, *Les Débuts du plan Schuman (1950-1951)* sous la direction de Klaus Schwabe, en 1986, à Aix-la-Chapelle, *L'intégration européenne du plan Schuman aux Traités de Rome. Projets et initiatives, déceptions et échecs*, sous la direction de Gilbert Trausch à Luxembourg, en 1989, et le colloque qui est resté la référence, *La relance européenne et les traités de Rome*, en 1987, à Rome sous la direction d'Enrico Serra. Ce colloque de Rome fit date en raison de la participation de témoins et d'acteurs de l'époque, pratique qui n'était pas aussi courante qu'aujourd'hui. Il a, en outre, totalement renouvelé l'histoire des négociations des traités de Rome et de la relance européenne.

Au milieu des années 1980, le Groupe de liaison lança sa *Revue d'histoire de l'intégration européenne* ("Journal of European Integration History"), trilingue (anglais, allemand, français), plus ouverte aux jeunes chercheurs et qui constitua progressivement un pôle européen pour les historiens dont la qualité fut indéniable. Elle fut en tout cas la première à se consacrer uniquement à l'histoire de la construction européenne. Tout ce mouvement a généré des réseaux d'historiens européens : en 1987, par exemple, on vit les Associations universitaires des études européennes des pays membres se regrouper dans une structure européenne ECSA – Europe ou European Community Studies Association. Cette structure organisa de nombreux colloques pluridisciplinaires. Tout cela fut développé dans les années 1980. Dans les années 1990, le mouvement s'est ralenti et le rythme des colloques a un peu faibli. En 1993, sous la direction de Michel Dumoulin eut lieu, à Bruxelles, un colloque sur *Plans de guerre pour l'Europe d'après guerre*, puis en 1997 Alan Milward et Anne Deighton ont organisé à Oxford un colloque *Elargissement, approfondissement et accélération* et Wilfried Loth un autre à Essen en 1999, sur *Crises et compromis de 1963 à 1969*. Dans les années 2000, des séquences chronologiques spécifiques font l'objet de colloque (en 2002, sous l'égide d'Antonio Varsori *Acteurs et politiques* sur la période 1957-1972) ou encore en 2004 Marie-Thérèse Bitsch et Gérard Bossuat étudièrent *L'Europe unie et l'Afrique, de l'idée de l'Eurafrique à la convention de Lomé 1*. Tous ces colloques sur les temps forts de la

construction européenne ont fait l'objet de publications comportant une série de treize volumes.

Les thématiques de recherche se sont ensuite diversifiées grâce aux initiatives de René Girault : en 1989, il décida de fonder un vaste projet de recherche sur *Identité et conscience européennes au XXème siècle* où l'approche politique et diplomatique pratiquée jusque-là se trouvait associée à l'analyse des structures sociales et des mentalités. Ce vaste programme associa dans un premier temps des historiens de nombreux pays d'Europe occidentale, puis d'Europe centrale. Un vaste réseau transnational se constitua, composé de sous groupes thématiques travaillant sur des sujets considérés comme vecteurs d'une européanisation progressive des identités. Ainsi furent mis sur pied des groupes sur l'étude des cercles économiques, des élites politiques et intellectuelles et des opinions publiques, des espaces frontaliers, des mémoires de guerre, des phénomènes religieux ou encore de l'histoire et des historiens de l'Europe au XXème siècle... Les résultats de ces recherches ont été publiés sous la direction de Robert Frank, qui avait pris la succession de René Girault à l'Université de Paris 1, en 2004 aux Presses de la Sorbonne. Au début des années 2000, le groupe *Identités* poursuit son cheminement en lançant un programme consacré aux *Temps et histoire de l'Europe*.

L'atmosphère et l'esprit qui avaient présidé à la célébration du 30^{ème} anniversaire du Traité de Rome ne se retrouva pas lors du 50^{ème} anniversaire, où les historiens s'efforcèrent de faire un point sur leurs recherches : tous les témoins remarquèrent que la cérémonie n'avait pas le même lustre et n'avait plus rien à voir avec l'atmosphère de 1987, où les milieux universitaires entretenaient des relations privilégiées avec les principaux acteurs de la politique d'information de la Commission européenne. Toutefois, il convient de signaler le succès des chaires Jean Monnet notamment pendant les années 1990 : de 1989, date de leur lancement, à 2000, 491 chaires ont été créées dans les pays membres ainsi que 1500 cours et modules Jean Monnet et 200 aides diverses à la recherche et au lancement d'initiatives européennes dans toutes les universités.

La discipline historique a fini par reconnaître les études européennes en inscrivant, en 2007, aux concours de recrutement de l'enseignement secondaire (CAPES-Agrégation) comme question d'histoire contemporaine *Penser et construire l'Europe de 1919 à 1992* ; ce retard est éminemment révélateur car si au début de cette aventure, les travaux utilisables étaient trop partiels, depuis des années la bibliographie à disposition est tout simplement considérable.

Comme l'écrit Antonio Varsori, le problème reste entier entre les partisans de l'autonomie de l'histoire de l'intégration européenne et les tenants d'une perspective plus large et plus globale. Un point est sûr toutefois, c'est en conjuguant les regards et grâce aux apports combinés de l'histoire, de la science politique ou encore de l'économie, et tout en gardant les spécificités de chacune de ces spécialités académiques, que les études européennes pourront encore progresser ».

Christine Manigand, « Europe », in Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli, *Dictionnaire de l'historien*, Paris, PUF, 2015.

